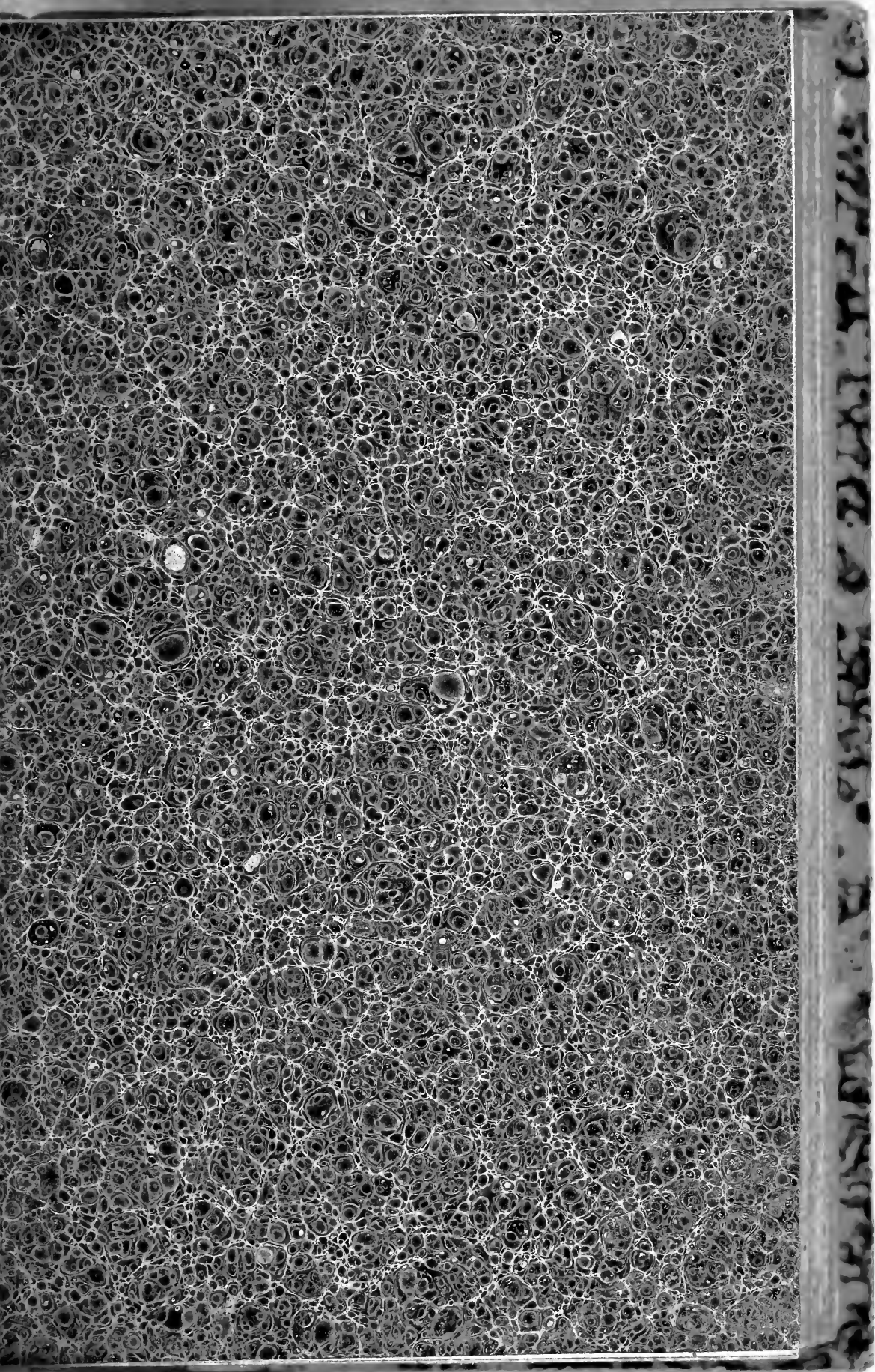


John Carter Brown.





HT-C. -

D 9. -

paup. 6 p 105 - 113 mutilated.

- N<sup>o</sup> 1. Observations de M. Raymond Paris 1791  
2. P. J. Leborgne à Jamb. Lottée. . . " 1795  
3. Petition nouvelle des C. de couleur " 1791  
4. Paine: Common sense. Londre 1791  
6. — Le sens commun. Paris 1791  
5. Compt rendu à la Nation — " — 1791  
7. Roume: Petition à l'Ass. Nat. — " 1791  
8. Barnave: Rapport à l'Ass. Nat. — " 1791  
9. Lettre des Commissaire — " 1792  
10. Casaux Arguments en — " 1791  
11. Colonie de Guazacoalco. . . " 1829  
12. Le Citoyens François des S. U. (Boston? &c)  
13. Observations sur les Colonies —  
14. De la dette publique. . Paris 1791  
15. Motion des C. de Regnaud. Nemours. —  
16. Reflexions de M. Cocheret. Paris. —  
17. Lettre Circulaire du Congrès. " 1795.  
18. Rapport de Boyer-Foufrede. — 1793  
19. Lettre du Ministre de la Marine 1793

( 8 )

Les gardes nationaux , les soldats de la garnison , pêle-mêle avec les citoyens de couleur , sont venus autour de notre maison , criant tous *vive la nation*. La ville a été illuminée toute la nuit, et elle ne présente plus aujourd'hui qu'un peuple de freres et d'amis.

Les Commissaires nationaux-civils ,

POLVEREL , AILHAUD , SONTONAX.

---

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.



# ARGUMENS

POUR ET CONTRE

## LE COMMERCE DES COLONIES.

Par M. DE CASAUX.

Paris 1791.

S'IL est facile de prouver que le commerce des colonies est une des plus ruineuses conceptions qui soit jamais entrée dans une tête humaine, il est aussi aisé de démontrer que l'existence civile & politique de l'Europe est aujourd'hui attachée à la conservation de ce commerce, & qu'une fausse mesure, à cet égard, seroit infailliblement suivie d'une scène universelle de dévastations, dont l'idée seule fait frémir. J'entends de démontrer l'un & l'autre.

*Argumens contre le commerce des colonies.*

Suivant les relevés de fire Charles Withworth, les exportations de l'Angleterre, dans



toutes les colonies, montoient annuellement sur un *medium* de cinq années, prises depuis 1769 jusqu'en 1773 ; savoir :

Dans les colonies de l'Amérique, aujourd'hui indépendantes, à la somme de . . . . . 2,491,230 l. sterl.

Dans toutes les autres colonies, Inde comprise . 2,432,420 l. sterl.

---

Total . . . . . 4,925,650 l. sterl.

Difons cinq millions.

Pour conserver le privilège exclusif d'exporter annuellement, dans ces différentes colonies, ces cinq millions sterlings de marchandises européennes, l'habile & sage Angleterre a dépensé ; savoir :

Dans les deux guerres de 1739 & 1755, 99 millions 141 mille 625 liv. sterlings, dont elle paye encore un intérêt d'environ . . . . . 3,500,000 l. sterl.

Plus, dans la dernière guerre, 100 millions quelques cents mille livres sterlings, dont elle paye d'intérêts environ . . . . . 4,000,000 l. sterl.

Plus, pour l'absurde rem-



( 3 )

bourfement de ce capital . . 1,000,000 l. fterl.

Plus , pour dépense annuelle de la marine militaire environ . . . . . 2,200,000 l. fterl.

---

Et vous aurez enfin une maffe de taxes annuelles de 10,700,000 l. ft. que l'habile, fage, & grande calculatrice Angleterre a facrifé, facrifé & facrifera au privilège exclusif d'exporter annuellement pour cinq millions fterlings de marchandises européennes dans les colonies, dont elle vient de perdre la moitié ; — lesquels cinq millions fterlings ne pouvoient donner annuellement à fon commerce (ftyle de marchand) qu'environ 500,000 liv. fterl. de bénéfices.

Vous trouverez exactement la même profondeur de vues, moins de conféquences dans les mefures, moins de fuite dans l'exécution, & cependant même réfultat, même succès au fond, dans le fystème colonial, non feulement de la France, mais encore de toutes les puiffances de l'Europe, fi juftement & fi refpectivement jaloufes du monopole de leurs colonies.

Obfervez, s'il vous plaît, que cet exposé naît de l'extravagance européenne, fait & pu-

blié en Angleterre, en 1784, dans le *mécanisme des sociétés* (1), & envoyé dans le même temps à tous les ambassadeurs, comme au ministère & à l'opposition, n'a été contredit par qui que ce soit, dans ce pays où toutes les inexactitudes qui intéressent le public, sont toujours & assez brutalement relevées.

Est-ce la honte d'une pareille découverte qui la fit si soigneusement passer sous silence, dans ce pays encore où les moindres découvertes sont encouragées, vantées, publiées? — Non sans doute; mais on peut raisonnablement admettre que ce fut le danger de porter la moindre atteinte à un système qui tient à tout, avant que la nature du commerce fût mieux approfondie, & que toutes les puissances le plus directement intéressées dans la chaîne, se fussent accordées pour l'établir sur de nouveaux principes.

*Argumens pour le commerce des colonies.*

*Le travail est tout, & les taxes ne sont rien.*  
Ces deux grandes vérités, bien développées & bien senties, répondroient, dans tous les

---

(1) Voyez *Réflexions sur les colonies*, pag. 357, & lisez, s'il vous plaît, jusqu'à la pag. 382.

temps, aux difficultés qui peuvent avoir les suites les plus funestes. Mais en attendant que les choses soient réduites par-tout à un état assez déplorable pour forcer enfin les grands Meneurs des nations à s'occuper de ce développement, voici quelques considérations qu'il feroit dangereux de perdre de vue.

L'ensemble des colonies qui appartiennent à l'Europe, consomme annuellement environ quatre cents millions de marchandises européennes; & probablement il n'existe pas une seule nation en Europe qui, de proche en proche, ne fournisse son contingent, direct ou indirect, à l'exportation qui produit dans les colonies cette immense consommation. Ce n'est pas tout.

Les marines de l'Europe, tant marchandes que militaires, destinées les unes à faire, les autres à protéger le commerce qui assure cette immense consommation, consomment elles-mêmes bien plus de 250 millions de marchandises des mêmes pays : disons que le tout monte à 700 millions.

Or on donne environ 30 sous sur un *médium* à chaque ouvrier ; & ces 30 sous partagés dans sa famille, *légitime ou adoptée*, se répandent assez généralement sur trois personnes au moins.

Donc, les 700 millions d'extravagances européennes, en commerce des colonies, *entretiennent au travail*, DÉTOURNENT DE L'IDÉE D'UNE LANTERNE, & *font subsister tranquillement, en Europe, quatre millions cinq cent mille ames attachées au sort de l'industrie*, lesquelles supposent nécessairement encore plus de travailleurs entretenus & nourris, c'est-à-dire, payés par l'agriculture, tout exprès pour nourrir tant de familles d'ouvriers consacrés à l'extravagance du commerce des colonies. — Je ne dis rien des capitalistes, ni des capitaux qui font mouvoir cette étrange machine, & dont l'existence & l'action immédiate sur l'industrie, ainsi que leur réaction inévitable sur toute la terre de l'Europe, dépend de la continuation de cette prétendue extravagance.

Observez maintenant que pour briser cette chaîne immense, & mettre peut-être, avant deux ans, ces neuf à dix millions d'ames dans tous les grands chemins des pays les plus florissans de l'Europe, il suffiroit que la manie de gouverner un pays, quand on est dans un autre, & d'administrer *philosophiquement* l'Amérique, quand l'Europe est encore si étrangement gouvernée, s'emparât de quelques têtes exaltées en Europe, & en exaltât quelques au-



tres dans quelques parties de l'Amérique (une seule suffit pour électriser toutes les autres). — Et voyez de sang froid, si vous le pouvez, à quel fil est suspendu la grande machine des prospérités européennes, & de ce qu'on appelle encore, mais qu'on n'appelleroit pas longtemps, *la propriété*. — Avoient-ils bien prévu l'effet de l'accomplissement de leur vœu, ces législateurs qui disoient : *Périssent les colonies, si nous ne les gouvernons pas suivant les idées que nous nous sommes faites de la justice & de notre droit de les gouverner !* — Mais ils l'avoient bien prévu ceux qui prétendent encore qu'il faut soutenir le décret du 15 mai 1791 sur les gens de couleur, & qui ne voient plus que cette ressource pour bouleverser tout, quand la constitution est acceptée.

---



116.

COLONIE

DU

GUAZACOALCO

DANS L'ÉTAT DE VERA-CRUZ,

AU MEXIQUE <sup>1</sup>.

---

PROJET DE SOCIÉTÉ

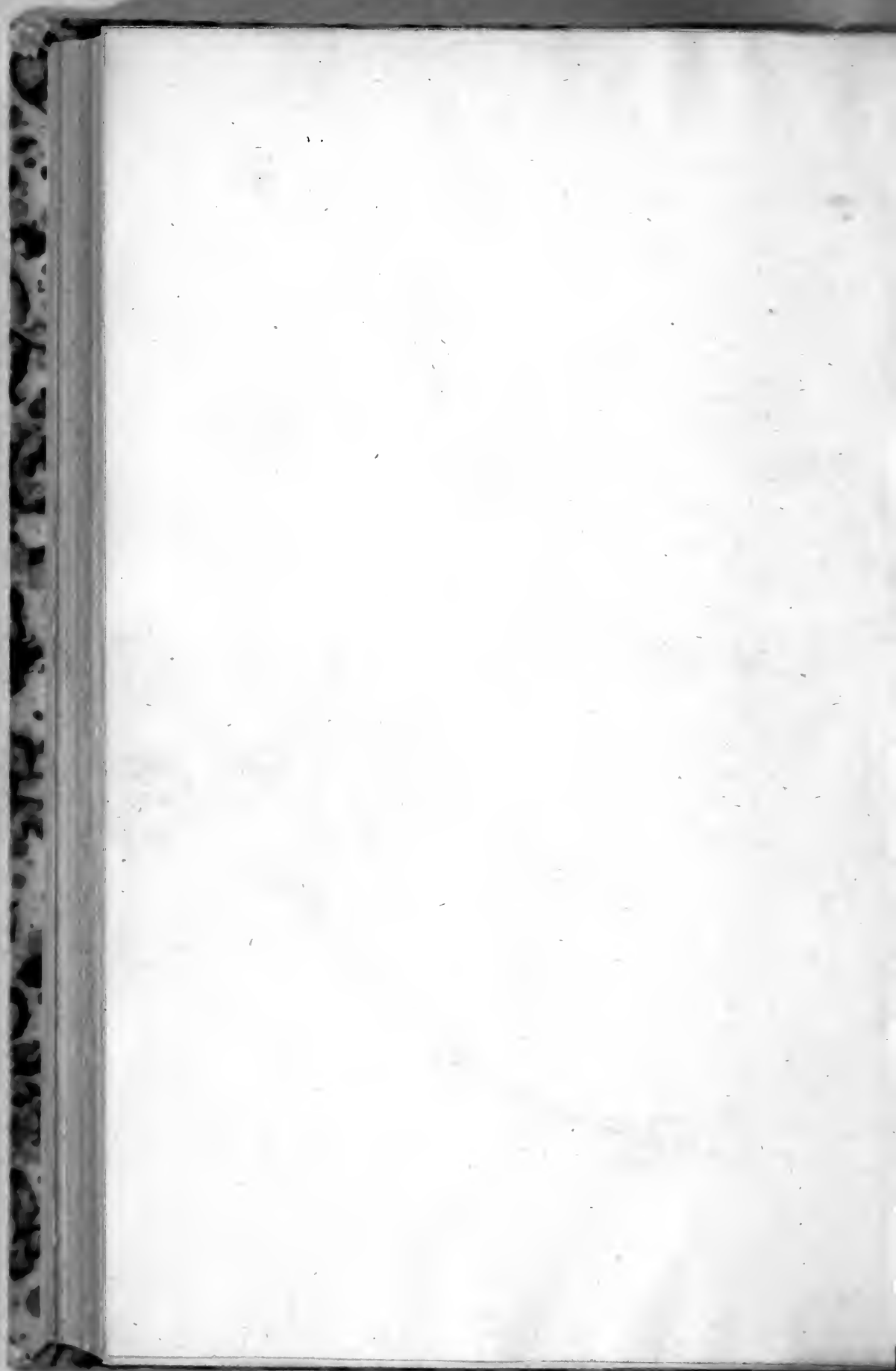
*En Commandite par Actions.*  
*Paris 1829.*

---

LE gouvernement de Vera-Cruz, dans la vue d'attirer sur son territoire une population de cultivateurs laborieux et d'ouvriers intelligens, a rendu, le 2 mai 1827, un décret pour l'aliénation et le défrichement de terres dont la prodigieuse fertilité doit procurer aux colons qui viendront s'y établir des avantages qu'ils ne trouveront en aucun autre pays du monde.

Convaincus de la réalité de ces avantages et encouragés par les amis puissans qu'ils se sont faits au Mexique, MM. Giordan, négociant français, et Laisné de Villevêque, aussi négociant français, membre et questeur de la Chambre des députés, ont obtenu, sous la date du 3 juillet 1828, une immense concession

<sup>1</sup> Ce Prospectus était prêt au mois de février dernier, mais les événemens arrivés au Mexique en arrêterent la publication. Aujourd'hui la tranquillité y est entièrement rétablie, et les circonstances sont devenues tout-à-fait favorables; d'ailleurs les réactions ne se sont jamais fait sentir dans les cantons dont la concession fait partie. Ce pays, essentiellement agricole, n'est habité que par des cultivateurs paisibles, tout-à-fait étrangers à la politique et aux luttes des ambitions particulières.





E763

L651a

v. 9

